

**Fiche de remarques**  
**Comité de suivi interfonds 2014-2020**  
**(Consultation écrite du 13 au 27 décembre 2016)**

**Relecteur(s) Nom et Organisme:** Marina ARNOUX  
Mission Ingénierie Financière  
Département des Hautes-Alpes

**Remarque(s) détaillée(s) :**

Ordre du jour	Remarques
---------------	-----------

**FEDER - FSE**

**Stratégie de programmation 2017**

Sur la mesure Pi4c relative à l'efficacité énergétique, la maquette prévoit 30 M€ de FEDER. A ce jour, 6 M€ ont été octroyés, 3 M€ sont en cours et il reste 20,9 M€ à consommer.

La stratégie prévoit de n'ouvrir cette mesure que pour la réhabilitation des logements sociaux et pas aux autres bâtiments publics.

Au titre du FEDER, les communes rurales (petites communes inférieures à 3 500 habitants) pouvaient déposer des dossiers pour la réhabilitation d'un grand bâtiment public (mairie, bibliothèque, logement...) avec des énergies renouvelables...afin d'atteindre le seuil de 400 000 € HT.

En limitant cette mesure aux logements sociaux avec un seuil plancher de 400 000 € HT, toutes les petites communes deviennent, de fait, éligibles.

C'était la seule mesure où des porteurs de projet des Hautes-Alpes pouvaient essayer de déposer des dossiers FEDER.

**Plan d'action 2017 pour l'évaluation**

Le plan de communication prévoit beaucoup d'actions à destination du grand public avec notamment l'achat d'espaces publicitaires dans les quotidiens régionaux pour 96 000 € et dans les TER et abribus pour 52 800 €.

Des réunions pourraient être réalisées dans chaque département pour indiquer ce que finance l'Europe dans notre vie quotidienne et les mécanismes des fonds européens aux élus et aux différents porteurs de projets. Avec un dispositif plus pédagogique, l'institution européenne paraîtrait moins loin du et pour le citoyen.

**Plan d'action 2017 pour l'évaluation**

Le plan d'action FEDER prévoit une analyse sur l'organisation et les outils à destination des porteurs de projets et des bénéficiaires pour une mise en œuvre du Programme Opérationnel.

L'année 2017 représente la mi-parcours du programme et les cofinanceurs n'ont toujours pas accès à un logiciel de suivi des dossiers comme ils pouvaient avoir accès avec le logiciel PRESAGE utilisé lors de la génération précédente. Il y a un réel manque de transparence sur les avis, les financements. Les fonds européens sont assez complexes et les porteurs de projets souhaiteraient un peu plus de proximité territoriale, plus d'échanges. Les Départements pourraient remplir cette mission de proximité.

**Remarque générale**

Le Département des Hautes-Alpes n'a pas été invité à la réunion technique FEDER-FSE préalable au Comité de suivi.

Pour une meilleure étude des dossiers, le Département souhaiterait disposer en consultation du logiciel « Synergie ».

<p><b><u>FEADER</u></b></p>	<p><b><u>Etat de la programmation et de la mise en œuvre</u></b></p> <p>Pour un problème de développement de logiciel,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des dossiers sont programmés mais ne peuvent pas être engagés financièrement et les porteurs de projets ne peuvent pas recevoir la subvention votée.</li> <li>- Les dossiers MAEC et BIO de 2015 et de 2016 n'ont pas été instruits, engagés et payés. L'avance de trésorerie faite aux agriculteurs par l'Etat arrive à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Dans le contexte agricole actuel, les difficultés des filières, les agriculteurs vont devoir rembourser les avances de trésorerie de l'Etat alors qui n'auront pas perçu les subventions de 2015 et 2016.</li> </ul> <p>Ce problème financier arrive alors que l'ICHN 2015 ne sera payé intégralement que le 22 décembre 2016.</p> <p>En n'arrivant à mi-parcours du programme, il conviendrait d'avoir une visibilité avec l'ASP sur la mise en route de ce logiciel ISIS pour éviter les retards de versements de plus d'une année.</p>